

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
UD 36
Boulevard Gorge Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 29/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MOBIMETAL

Z.I. ROUTE DE BUZANCAIS
BP 23
36110 Levroux

Références : VI 11/04/2024 UD36 (SS)
Code AIOT : 0010006974

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement MOBIMETAL implanté Z.I. ROUTE DE BUZANCAIS BP 23 36110 Levroux. L'inspection a été annoncée le 03/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOBIMETAL
- Z.I. ROUTE DE BUZANCAIS BP 23 36110 Levroux

- Code AIOT : 0010006974
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine de fabrication d'armoires métalliques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.5.7.1.1.	Demande d'action corrective	2 mois
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.1.	Demande d'action corrective	2 mois
8	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.6.2.	Demande d'action corrective	2 mois
11	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 4.1.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.2.3.2.	Demande d'action corrective	2 mois
14	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 2.1.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.7.1.1.	Sans objet
2	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.5.1.	Sans objet
3	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.2.3.2.	Sans objet
4	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.5.7.1.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.1.	Sans objet
10	Qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.6.4.2.	Sans objet
13	Risque inondation – action régionale	Autre du 11/04/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.7.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les rétentions ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures ne comporte aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 9 mars 2021, l'inspection avait constaté: " Des substances liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau et des sols sont présentes au sol à la sortie de la chaîne de traitement." L'exploitant a depuis mis en place une rétention pour récupérer les égouttures des pièces à la sortie de la chaîne de traitement. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents de l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes: cf tableau de l'article 3.1.5.1. de l'AP du 8 août 2005.

<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 9 mars 2021, l'inspection avait constaté: "Tous les points de rejets d'eaux pluviales ne font pas l'objet d'analyses."</p> <p>Le point de rejet des eaux pluviales concerné n'est plus utilisé depuis la création d'une extension du bâtiments en 2012. Depuis toutes les eaux pluviales sont collectées et rejetées dans un même point de rejet à l'arrière du bâtiment après traitement par un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suite de la précédente visite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.2.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques du tunnel de dégraissage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère après traitement éventuel sont, pour chaque installation mentionnée, respectivement inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux qui suivent: cf tableaux de l'article 3.2.3.2. de l'AP du 8 août 2005.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 9 mars 2021, l'inspection avait constaté: "La valeur limite d'émission pour le paramètre acidité sur le tunnel de séchage n'est pas respectée."</p> <p>Les rapport d'analyses des rejets atmosphériques de la chaîne de traitement rédigé par une société agréée le 19 octobre 2023 montre le respect des valeurs limites d'émission pour tous les paramètres.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Suite de la précédente visite

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.5.7.1.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Définition des moyens d'intervention en cas d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre.</p> <p>Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs adaptés aux risques et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 9 mars 2021, l'inspection avait constaté: "Un extincteur est masqué par des armoires."</p> <p>Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté d'extincteur difficilement accessible.</p>

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.5.7.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Définition des moyens d'intervention en cas d'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs adaptés aux risques et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : En plus des extincteurs le site est équipé de 3 R.I.A. Lors de la précédente visite d'inspection du 9 mars 2021, l'inspection avait constaté: "Un R.I.A. n'est pas utilisable en cas d'incendie." Les R.I.A. ont été contrôlés par une société agréée en novembre 2023, ils sont utilisables mais 2 d'entre eux présentent des fuites. Constat: Deux R.I.A. présentent des fuites.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100% de la capacité du plus grand réservoir, 50% de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 9 mars 2021, l'inspection avait constaté: "La rétention

<p>du tunnel de dégraissage est fuyarde."</p> <p>L'exploitant a depuis refait la rétention du tunnel de dégraissage afin que cette dernière soit étanche.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de distribution d'eau potable du réseau public, sont équipés d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation. Cette peut être réalisée par la mise en place d'un réservoir de coupure ou d'un bac de disconnexion.</p> <p>Le réservoir de coupure ou le bac de disconnexion peuvent être remplacé par un disconnecteur à zone de pression réduite. Dans ce cas, le disconnecteur doit fait l'objet d'un contrôle annuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le point d'alimentation d'eau potable du réseau public de l'établissement est équipé d'un dispositif de disconnexion, la dernière vérification du bon état de fonctionnement de ce dernier a été effectuée le 16 décembre 2021.</p> <p>Le bon état de fonctionnement du dispositif de disconnexion n'est pas vérifié annuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consommation en eau provenant du réseau d'adduction d'eau potable est limitée à 568 m³/j.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2023, la consommation en eau potable de l'établissement est de 838 m3.</p>

La consommation d'eau potable de l'établissement est supérieure à la limite imposée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la justification ainsi que les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Qualité des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Débourbeur déshuileur
Prescription contrôlée : L'installation d'un débourbeur déshuileur conditionne une fréquence à minima annuelle de ce dernier.
Constats : L'exploitant indique que le débourbeur déshuileur est vérifié en interne deux fois par an, ces vérifications ne sont pas consignées. L'exploitant ne peut fournir la date de la dernière vidange de l'équipement. L'exploitant ne peut justifier du bon entretien du débourbeur déshuileur de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Qualité des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.1.6.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres généraux et valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration des effluents ci-dessous définies: cf tableaux de l'article 3.1.6.4.2. de l'AP du 8 août 2005.
Constats :

<p>L'analyse des rejets des eaux pluviales et de l'osmoseur ont été réalisées par une société agréée, le rapport rédigé par cette dernière montre le respect des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour tous les paramètres sur les deux points de rejet.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les rejets doivent aussi respecter les valeurs limites d'émissions fixées dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux ICPE exploitées.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 4.1.4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ration de consommation d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ratios moyens mensuel et annuel de consommation d'eau ne doivent pas excéder respectivement les valeurs de 4 et 3 l/m²/fonction de rinçage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas réaliser les calculs des rations de sa consommation en eau potable par rapport à la quantité de tôles traitée.</p> <p>Les rations de la consommation en eau potable pour les opérations de traitement ne sont pas calculés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la justification ainsi que les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Prévention de la pollution de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 3.2.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère après traitement éventuel sont, pour chaque installation mentionnée, respectivement inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux qui suivent: cf tableaux de l'article 3.2.3.2. de l'AP du 8 août 2005.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le rapport d'analyses effectuées sur les rejets atmosphériques de la chaîne de traitement rédigé par une société agréée le 19 octobre 2023 montre le respect des valeurs limites d'émission pour tous les paramètres.</p> <p>Le rapport d'analyses effectuées sur les rejets atmosphériques du four de séchage rédigé par une société agréée le 12 avril 2023 montre le respect des valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour tous les paramètres.</p> <p>Le rapport d'analyses effectuées sur les rejets atmosphériques du four de polymérisation rédigé par une société agréée le 12 avril 2023 montre un dépassement de la valeur limite d'émission pour le paramètre Ps (= poussières) (53.3 mg/Nm3 pour 40 mg/Nm3), les valeurs limites d'émission pour les autres paramètres fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les rejets doivent aussi respecter les valeurs limites d'émissions fixées dans les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux ICPE exploitées.</p> <p>Les rejets atmosphériques du four de polymérisation ne respectent pas la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour le paramètre "Poussières".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 13 : Risque inondation – action régionale

<p>Référence réglementaire : Autre du 11/04/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque inondation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etat des lieux réglementaire Retour d'expérience Vulnérabilité des installations Surveillance/détection du risque inondation Gestion de crise Contrôle sur site</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volet risque inondation a été évoqué avec l'exploitant. Le site n'est pas directement concerné par ce risque du fait de son emplacement géographique et de l'éloignement vis à vis du ruisseau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2005, article 2.1.</p>
--

Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers et modifications
Prescription contrôlée : <p>Les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur. Tout modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>L'exploitant indique avoir pour projet de réaménager une partie de ses ateliers, de plus une extension du bâtiment a été réalisée en 2012.</p> <p>L'exploitant n'a pas informé le préfet des modifications, passée ou à venir, des conditions d'exploiter de son installations.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant portera à la connaissance de Monsieur le préfet de l'Indre les modifications apportées à son installation avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. Ce porter à connaissance comportera une mise à jour du tableau de classement vis-à-vis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours